

Lien social et citoyenneté

En 2006, nous avons identifié la stratégie des tenants de l'ordre établi de s'appuyer sur les multiples divisions de la société pour préserver leur domination. La droite emmenée par Sarkozy a cherché à les faire progresser et à renouveler ces divisions pour les mettre en cohérence avec ses nouveaux besoins. La société de consommation inculque à chacun qu'il est un consommateur avant d'être un salarié, un citoyen... Ce modèle nécessite une violence sociale constante pour ne laisser aucune alternative face à l'imposition permanente de nouveaux besoins et aux frustrations qu'ils engendrent. Cette violence bouleverse et pénètre les rapports entre les individus. Le racisme, la xénophobie, l'homophobie et les discriminations de genre ont continué à progresser. L'État est dorénavant un outil de contrôle et de manipulation de cette violence et les jeunes sont le cœur de cible de l'offensive. La droite veut nous imposer un modèle de comportements « normaux ».

Surveiller et punir

Depuis 10 ans nous vivons dans la frénésie sécuritaire. Nous avons connu une hyperinflation des discours, lois, circulaires et plans de lutte contre « l'insécurité ». C'est le **gouvernement par la peur**. Et d'abord par la peur de groupes, de personnes qui seraient inexorablement violents et pour lesquels la répression est la seule solution.

La police est aujourd'hui concentrée sur le maintien et le rétablissement de l'ordre. Les polices s'arment et s'équipent d'un arsenal de techno-surveillance et d'intervention.

Derrière l'objectif de « prévention de la délinquance », entendez flicage des « bandes » et chasse aux sans papiers. Seule la **logique comptable** est valable pour évaluer son travail : il faut faire du chiffre.

En lien, le travail de la Justice a été profondément réajusté. Le nombre et la lourdeur des condamnations prononcées sont dorénavant les gages d'une lutte efficace contre « l'insécurité ». Les jeunes ont particulièrement été visés par ce réajustement : c'est la théorie de la vitre brisée où on monte en épingle des petites incivilités pour affirmer le début d'une carrière de délinquant.



Dans le même mouvement, les financements des structures publiques ou associatives, qui créent les liens sociaux et les solidarités, se sont effondrés. Les médiateurs sont précarisés, les associations à court de moyens et la droite veut faire des maires, des assistantes sociales et des rectorats, les nouveaux acteurs du **contrôle social** en obligeant leur collaboration sous les ordres des préfets. Ce sont des structures hier consacrées à la solidarité qui sont aujourd'hui des outils de répression. **Comment résister à ce processus qui s'accompagne de la pénalisation des solidarités ?**

Humilier et diviser

Combien sont les groupes qui sont stigmatisés par la droite ? Les « sans papiers », les « barbares », les « assistés », « l'ultragauche », « les extrémistes » religieux et politiques... pourquoi les vise-t-elle en particulier ? Marginaliser et précariser sont les ressorts de l'humiliation que construit la droite. Les jeunes ne sont pas épargnés par cette offensive.

Chez les jeunes il y aurait ceux qui « glandouillent » et ceux qui « veulent s'en sortir » : ceux qui refusent de travailler à n'importe quelles conditions et ceux qui se soumettent au diktat de la précarité, ceux qui adoptent « les attributs de la prédélinquance » et ceux qui se conforment aux codes de la réussite... **Quelle est la réalité de ces divisions ? Y a-t-il des intérêts de classe d'âge ?**

C'est le règne de l'**ordre méritocratique** poussé à l'extrême, « l'égalité des chances » : ceux qui ne s'en sortent pas échoueraient volontairement ou « au mieux » par la faute de leurs parents. C'est le chacun pour soi au service de la loi du marché : une concurrence exacerbée entre individus au service de la consommation.

La droite joue la carte de la division et de la **hiérarchie des cultures**. Il y a la culture légitime correspondant à « l'identité nationale » et les sous-cultures déviantes qui conduisent à la délinquance ou à la « haine de la France ».

De sa main gauche, le président de la République a lancé l'offensive sur la **Laïcité** en s'érigeant en défenseur des croyants discriminés. Mais dans les faits, c'est le retour des valeurs et des institutions religieuses dans l'espace public qu'il travaille. Et à ce petit jeu, l'islam se retrouve discriminé dans un combat inégal comme en témoignent les polémiques sur la Turquie dans l'Europe, « nos racines chrétiennes », ...

En quoi notre conception d'une laïcité « active » répond à ces enjeux ? Le financement des lieux de culte est-il une lutte contre une inégalité flagrante ou une aggravation de celle-ci ?

L'UMP réaffirme que les migrants doivent s'adapter, apprendre la culture française. Ce discours alimente les représentations communautaires de la société.

L'Histoire est l'enjeu de guerres sans fin pour l'affirmation unilatérale de « vérités ». « Depuis deux cents ans, à part l'expérience sanglante de la Terreur, nul totalitarisme



n'a menacé nos libertés». Cette « vérité » de Nicolas Sarkozy le 12 novembre dernier est synthétique des combats pour l'Histoire de ces dernières années.

Il réhabilite les liges fascistes des années 30, de Vichy, des guerres coloniales, de l'OAS,... Nous reconnaissons l'ambition crapuleuse de détourner l'histoire à ses propres fins comme ce fut le cas avec la lettre de Guy Moquet ou « le rôle positif de la présence française en Afrique du Nord ».

Comment travailler l'Histoire et les identités pour que chacun trouve sa place dans la société ? Au-delà de l'éducation nationale, comment peut-on travailler collectivement la mémoire de notre société ?

Le délitement du lien social

Aux grandes solidarités nationales se substituent parfois des solidarités locales et informelles. Les services publics sont démantelés et leur pertinence disparaît.

Avec eux c'est la valeur de « l'intérêt général » qui s'effondre au profit de retranchements locaux et c'est la citoyenneté qui décline.

Les engagements et les actes citoyens perdurent et parfois se radicalisent mais ils sont de plus en plus ponctuels et épidermiques, avec une forte dimension morale, charitable.

Existe-t-il aujourd'hui des solidarités puissantes au-delà des grands-messes médiatico-caritatives ?

Comment travailler avec les réseaux militants qui mobilisent sur des causes ciblées à l'exemple du RESF ? Est-ce qu'ils se limitent à un travail humanitaire ?

Les groupes les plus discriminés érigent des revendications particulières pour répondre immédiatement à leurs besoins. La discrimination positive, la parité sont-elles des formes de solidarité ?

Quels rôles jouent ces outils dans l'évolution des mentalités ?

La démocratie institutionnelle, nationale et locale, est en crise. Les exigences de reconnaissance identitaires, les formes d'expression et d'engagement, contredisent ou court-circuitent les dispositifs traditionnels que la droite s'attache d'ailleurs à démanteler autant que possible. L'abstention et l'individualisme créent une crise de la représentation politique mais aussi de l'engagement syndical et partisan.

Quels espaces alternatifs faut-il créer ou développer pour contrer ce processus ? Comment redonner du sens à l'identité politique, à la citoyenneté, dans ce contexte ?